

Guerre commerciale dans la zone euro : la terrible vérité des chiffres

Alexandre Mirlicourtois, *La Tribune*, 27 avril 2016

[voir la vidéo](#)

Qui gagne qui perd dans la guerre commerciale que se livrent les grandes économies de la zone euro au sein même de l'Union économique et monétaire ? Une photo du solde du commerce extérieur intra-zone c'est-à-dire d'un pays vis-à-vis uniquement de ses partenaires eurolandais doit permettre de se forger une première idée : la position de la France n'est pas une surprise, c'est le principal déficit de la zone euro avec près de 90 milliards d'euros en cumul sur les 12 derniers mois à fin janvier 2016, la place de l'Espagne et celle de l'Italie en légers déficits n'étonnent pas non plus, en revanche la position allemande laisse perplexe avec seulement 8 milliards d'euros d'excédent tout comme la montagne excédentaire néerlandaise : 134 milliards d'euros c'est près de 20% du PIB des Pays-Bas.

Des chiffres "bruts de décoffrage"

Et c'est bien sur la base de cette statistique que le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble avait déclaré en 2014 qu'au sein de la zone euro, il n'y a pas d'excédent allemand et que l'Allemagne apportait sa contribution à une situation équilibrée. En fait ces chiffres sont bruts de décoffrage, publiés suivant la méthode du pays de provenance. Or cette méthode ne s'occupe pas de savoir où la marchandise a été fabriquée mais se borne, façon Douanes, à constater le pays d'envoi. Ainsi un article fabriqué en Chine qui passe par le port de Rotterdam avant d'arriver à sa destination finale sera considérée comme ayant comme origine les Pays-Bas.

Or dans le cas précis de l'Allemagne, cela revient à surestimer de façon massive ses importations en provenance des pays de la zone euro donc de minimiser son excédent réalisé sur ses partenaires qui est de fait proche de 80 milliards d'euros, c'est dix fois plus que la première estimation.

Si la photo est trompeuse... le "film" a du sens !

Dans le cas de l'Allemagne, il est clair que les excédents dégagés sur la zone euro se sont épuisés ces dernières années sous le double impact de l'effondrement des demandes intérieures des pays du Sud et de la stratégie bien affirmée des entreprises allemandes de mettre le cap sur le grand large, BRICS en tête. En fin de période en revanche, retournement de situation avec la fin du mirage des pays émergents, les exportateurs allemands se redéploient en Europe. Pour les pays du Sud, l'histoire est différente. Très déficitaire, l'Espagne a considérablement rectifié le tir jusqu'à devenir excédentaire vis à vis de ses partenaires de janvier 2013 à mai 2014.

L'écrasement de sa demande domestique a fait plonger ses importations et contraint les entreprises espagnoles à partir à la conquête des marchés extérieurs, des entreprises rendues ultra-compétitive par les dévaluations internes. Si la situation s'altère à nouveau, l'ampleur de la dégradation reste limitée et le déficit se stabilise à un peu plus de 5 milliards d'euros. Les mouvements sont moins marqués dans le cas italien, et là-aussi le déficit se stabilise autour de 5 milliards d'euros.

La France en difficulté ?

Et c'est finalement la France qui perd le plus avec un déficit commercial qui s'est creusé pendant la crise, parce que sa demande interne a été l'une des plus robustes et a attiré les producteurs, notamment du Sud, de plus en plus compétitifs alors qu'à l'opposé la demande qui lui était adressée par ses partenaires se dérobait. Sous ce critère du solde extérieur intra-européen, c'est l'Espagne qui a été la plus en pointe de la conquête et la France la plus en difficulté. Mais on le sait, beaucoup d'éléments se mêlent dans l'évolution d'un solde, c'est pourquoi il faut compléter l'analyse par celle de l'évolution des parts de marché c'est-à-dire des exportations intra-européennes de chacun des pays sur le total des exportations intra-européennes.

Et pour être très méticuleux, l'échelle des trois graphiques qui vont suivre est rigoureusement la même : 3 points séparent le haut du bas de l'échelle. Trois enseignements viennent alors affiner l'analyse.

- Avec une part de marché de 25,8%, l'Allemagne écrase tout et après avoir chassé hors zone euro, les exportateurs allemands font un retour en force dans l'Euroland.
- L'Espagne confirme bien que c'est elle qui est en pointe et surtout que ses entreprises continuent à engranger les fruits de la compression des coûts. C'est la grande gagnante de ces dernières années
- La France, de son côté, qui semblait avoir stabilisé des positions jusqu'en 2014, fait les frais du retour allemand et de l'offensive Espagnole, en dépit du CICE. Elle résiste moins bien que l'Italie à la double offensive.